



ITUC INTERNATIONAL TRADE UNION CONFEDERATION
CSI CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
CSI CONFEDERACIÓN SINDICAL INTERNACIONAL
IGB INTERNATIONALER GEWERKSCHAFTSBUND

Un travail décent pour tous
Un objectif essentiel pour le développement économique et social

Confédération syndicale internationale (CSI)
Déclaration à la 46^e Session de la Commission du développement social de
l'ONU, New York, 6-15 février 2008

INTRODUCTION: TENDANCES GLOBALES

1. La CSI salue la décision de la Commission du développement social de désigner le « plein emploi productif et le travail décent » comme son thème prioritaire pour le cycle 2007-2008. La CSI représente et défend les intérêts de celles et ceux-là mêmes qui sont le sujet du débat sur le thème prioritaire de la Commission. L'organisation représente 168 millions de travailleurs répartis entre 311 organisations affiliées dans 155 pays et territoires. La lutte pour l'éradication de la pauvreté, la défense des droits et l'amélioration des conditions de travail et de vie de millions de personnes travaillant dans la pauvreté ou sans emploi constituent les aspects essentiels du mandat de la CSI. Nous considérons dès lors impérieux que la Commission s'accorde à propos de l'adoption d'une Résolution effective à soumettre à l'Assemblée générale, à travers ECOSOC, qui réaffirme le caractère central du plein emploi productif et du travail décent en vue de l'éradication de la pauvreté.

2. Une telle résolution ne pourrait être plus pertinente ou opportune. Le *Rapport mondial sur l'emploi (2008)* récemment publié par l'Organisation internationale du travail met en exergue des tendances inquiétantes dans le domaine de l'emploi, avec, pour toile de fond, l'actuelle crise des marchés mondiaux et de la crainte d'une récession économique mondiale.

3. Si la croissance économique mondiale au cours des deux dernières années a conduit à la création de nouveaux emplois, il subsiste néanmoins un déficit démesuré, à la fois en termes du rythme de génération de nouveaux emplois au regard du nombre sans cesse croissant de chercheurs d'emploi et de la qualité de ces emplois. Le chômage demeure très élevé et un nombre excessif de personnes se trouvent prises au piège du chômage ou de la pauvreté au travail et, par là-même, dans l'incapacité de garantir une existence digne à elles-mêmes et à leurs familles. Cette situation est désormais exacerbée par la récente instabilité économique due, en grande partie, au chaos du marché des crédits et à la hausse des prix des hydrocarbures. D'après l'OIT, cette conjoncture risque de provoquer une montée en flèche du chômage mondial en 2008, avec la perte estimée de 5 millions d'emplois. Ceci représenterait une augmentation du taux de chômage mondial à 6,1%, par rapport à un taux qui s'était stabilisé à 6% en 2006-2007. Autrement dit, le nombre total de chômeurs en 2008 pourrait atteindre la barre des 195 millions.

4. Les perspectives ne sont pourtant guère plus encourageantes pour bon nombre de personnes ayant un emploi. Environ 487 millions de travailleurs, soit 16,4 pour-cent de la

main-d'œuvre mondiale, se trouvent pris au piège de la pauvreté extrême, touchant l'équivalent de moins d'un dollar par jour, alors que 1,3 milliards de travailleurs (43,5% de la main-d'œuvre) continue de vivre sous le seuil de 2 dollars par jour. Depuis les années 60, la part du revenu national revenant aux travailleurs s'est progressivement contractée dans une majorité de pays en développement, tandis que dans les pays industrialisés, le pourcentage du PIB dévolu aux salaires et autres compensations a connu un déclin rapide. D'autre part, de nombreux pays ont été en proie à une inégalité persistante des revenus, qui va croissant. Les concentrations de richesses résultant d'une distribution fortement asymétrique des gains en capital et des revenus élevés favorisant une minorité de hauts placés constituent une tendance de plus en plus marquée; au revers de la médaille, les salaires de misère auxquels ont droit les millions de personnes se trouvant aux échelons centiles les plus bas de l'échelle salariale. Les femmes continuent de toucher un salaire nettement inférieur à celui des hommes pour un travail égal ou de valeur égale. L'écart salarial entre les femmes et les hommes oscille entre environ 12%, dans une poignée de pays industrialisés, et plus de 60% dans de nombreux pays en développement.

Renforcer la dimension sociale de l'économie mondiale

5. L'examen des principales tendances liées à l'emploi et à l'inégalité des revenus permet de mettre en lumière la situation désespérée de millions de personnes incapables de subvenir aux besoins de base de leurs familles en ce qui concerne la nourriture, le logement et l'accès aux services de santé et à l'instruction. Ayant pour mandat de promouvoir un développement centré sur la personne, le plein emploi, le travail décent et l'intégration sociale, il est évident que la Commission du développement social a un rôle central à jouer en tant que conseillère des gouvernements lorsque ceux-ci sont appelés à introduire des réponses coordonnées aux échelons international et national, pour mitiger les impacts sociaux adverses de l'actuelle crise économique et intégrer une dimension sociale à l'ensemble des politiques visant à revigorer l'économie.

6. La Résolution devant être adoptée par la Commission constitue un bon point de départ pour galvaniser les énergies autour des efforts qui visent à donner la priorité à l'emploi productif et au travail décent, dans le cadre d'un paquet de mesures contre-cycliques destinées à inverser l'actuelle conjoncture économique. Cette Déclaration met en exergue les différents éléments que les syndicats voudraient voir traiter à titre prioritaire dans la Résolution et fournit des arguments à l'appui de l'inclusion de ces éléments dans la Résolution.

LE BESOIN DE COHÉRENCE POLITIQUE

Surmonter les contraintes systémiques de l'économie mondiale

7. L'économie mondiale comporte un certain nombre de contraintes systémiques qui entravent les efforts visant à générer le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Il y a un manque de cohérence politique entre les systèmes économiques, financiers et commerciaux internationaux et les institutions sociales qui promeuvent les objectifs du travail décent. Les pays en développement et les marchés émergents, au même titre que les

pays d'Europe Centrale et Orientale, sont fréquemment appelés à embrasser des politiques macroéconomiques qualifiées de « saines », qui mettent l'accent sur la pression fiscale, la déréglementation économique et la libéralisation du marché.

8. Dans le cadre des négociations de l'OMC, les concessions commerciales afférentes aux abaissements tarifaires exigées des pays en développement dans le cadre des négociations de l'AMNA (Accès aux marchés non agricoles) conduiront à la destruction de l'industrie locale voire à la désindustrialisation et, par-là même, à des pertes d'emplois à une échelle massive. Quant aux institutions financières internationales, les conditionnalités liées aux prêts dans le cadre des DSRP (Documents stratégiques de réduction de la pauvreté), y compris une politique fiscale et monétaire stricte et des objectifs de faible inflation, entraînent une réduction des revenus publics, dont le financement du secteur social est fortement tributaire. Ces revenus perdus auraient pu servir à la mise en œuvre de programmes de protection sociale, au renforcement des mesures liées au marché du travail, à la promotion de la création d'emploi et la fourniture de services sociaux, le tout dans le contexte de l'application de stratégies en faveur du travail décent.

9. Les politiques visant à la promotion d'un développement basé sur l'exportation ont résulté dans l'essor phénoménal des zones franches d'exportation (ZFE), qui exemptent le plus souvent les investisseurs étrangers du respect des normes afférentes aux conditions de travail et à la protection de l'environnement, tout en leur offrant des congés fiscaux, ainsi que diverses autres concessions. La concurrence coupe-gorge entre les investisseurs, constamment en quête des salaires et des coûts de main-d'œuvre les plus bas a conduit à un affaiblissement des normes du travail. Pour appâter les investissements, des conditions financières de plus en plus attractives sont offertes aux investisseurs; dans d'autres cas, des mesures sont prises pour faire en sorte que les travailleurs acceptent des conditions de travail défavorables et l'absence de garanties concernant leurs droits. Bien que des emplois sont créés dans le court terme, les conditions de travail sont généralement très précaires. La législation du travail est régulièrement bafouée et l'organisation des effectifs, dont les femmes représentent environ 80%, est pratiquement impossible dans la plupart des cas.

10. Le principe de non-discrimination inclus dans les règles de l'OMC est un facteur supplémentaire intervenant dans ce processus d'érosion de l'agenda pour le travail décent. La règle stipule que les entités étrangères doivent être traitées de façon non moins favorable que les entités nationales, étant sous-entendu qu'elles doivent être traitées **plus** favorablement. Et c'est précisément à cela que servent les ZFE, à savoir: accorder aux entreprises multinationales le droit de se soustraire à l'impôt local et aux lois relatives à l'environnement, l'emploi, la santé et la sécurité, lois que les employeurs locaux sont, eux, tenus de respecter. Entre-temps, les revenus publics qui auraient pu être consacrés à l'investissement dans la génération d'emplois décents sont perdus.

11. A travers la publication de son rapport annuel « Pratique des affaires », la Banque mondiale se rend complice de la dégradation des perspectives de réalisation du travail décent. Le rapport en question se base sur un classement des pays en termes de leur attractivité aux yeux des investisseurs étrangers. Il attribue ses meilleurs scores aux pays possédant des marchés du travail flexibles et dénotant une application peu rigoureuse des dispositions en matière de droits des travailleurs et de protection sociale; au bas de son

classement se trouvent les pays qui font preuve d'un respect satisfaisant des normes du travail. Ceci a indubitablement pour effet de dissuader les investisseurs étrangers d'investir dans des pays se caractérisant par des bonnes pratiques sur le plan des relations professionnelles, la reconnaissance des syndicats et le respect des conventions collectives. Les principes qui sous-tendent le rapport Pratique des affaires découragent, de façon implicite, la responsabilité des entreprises et compromettent la réalisation de l'agenda pour le travail décent.

12. Les Accords de partenariat économique (APE) actuellement en cours de négociation entre l'Union européenne (UE) et les pays de l'ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) constituent un autre bon exemple. Les APE risquent de nuire aux efforts visant à l'intégration des marchés régionaux entre les différents blocs de l'ACP, de même que de perpétuer des économies non diversifiées et sous développées. Ceci risque, par ailleurs, de nuire à leur développement industriel sur le long terme, de provoquer des pertes d'emploi massives et de les priver de revenus tarifaires dont ils ont cruellement besoin en vue du développement de leurs services publics et l'investissement dans des emplois décents.

La Résolution de la Commission doit s'attaquer aux problèmes systémiques

13. Dès lors, il est important que des propositions soient introduites dans la Résolution devant être adoptée par la Commission, de manière à surmonter ces contraintes systémiques et à assurer une cohérence des politiques entre les autres institutions multilatérales et l'ONU. D'autre part, la résolution finale devrait affirmer le rôle de l'ONU, à travers l'ECOSOC, comme un organe directeur en matière de politique sociale et de politique basée sur les droits, qui, en cas de conflit, devrait primer sur les politiques aux plans économique, financier et commercial.

14. La CSI a insisté, à maintes reprises, sur l'importance de l'espace politique, et ce, plus particulièrement dans le contexte des négociations de l'AMNA de l'OMC et des APE de l'UE. Les pays en développement doivent être libres de déterminer de leur propre chef si la libéralisation économique et commerciale aura un effet bénéfique sur les secteurs productifs de l'économie. Ceci inclut, à la fois, les politiques commerciales en soi, de même que les politiques d'accompagnement et leur agencement. En particulier, la réduction des droits de douane à des niveaux plus faibles risque de compromettre le potentiel de développement industriel, la diversification des industries et la création d'emplois décents et productifs.

15. Le Rapport du secrétaire général à la 46^e Session de la Commission met en évidence le fait que la libéralisation des échanges doit impérativement « s'accompagner de politiques élaborées en toute connaissance de cause pour offrir une protection contre une exposition prématurée, totale, à la concurrence globale » [paragraphe 26], étant donné l'effet potentiellement adverse d'une telle ouverture sur la croissance de l'emploi et les salaires. Il souligne, par ailleurs, la nécessité d'une combinaison judicieuse de politiques, de sorte que la compétitivité sur le marché extérieur aille de pair avec l'expansion interne basée sur la demande, générant par-là même des effets positifs pour la croissance de l'emploi et la génération d'emplois décents. Un tel environnement politique ne pourra fonctionner qu'à partir du moment où les gouvernements disposeront de l'espace politique nécessaire pour pouvoir déterminer le rythme et l'agencement des différents régimes de libéralisation commerciale.

Cohérence des politiques et espace politique – Des questions-clés pour le travail de la Commission

16. Parvenir à la cohérence politique et garantir un espace politique, voilà donc deux conditions préalables pour la mise en pratique de l'appel de la Déclaration ministérielle de l'ONU/ECOSOC de 2006, en vue de l'établissement, aux échelons national et international, d'un environnement propice à la réalisation des objectifs du plein emploi productif et du travail décent pour tous comme base du développement durable. » Les syndicats soutiennent les efforts visant à une cohérence accrue des politiques, en accord avec le Rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (OIT) intitulé « *Une mondialisation juste* ». Celui-ci conclut que: « le système multilatéral n'arrive guère à assurer la cohérence des politiques économiques, financières, commerciales, environnementales et sociales pour promouvoir le développement humain et

le progrès social. » Une telle cohérence politique devrait inclure des examens des politiques des IFI et de l'OMC et leurs implications pour le travail décent, l'égalité de genre, la prestation de services sociaux et le développement durable. Il convient de garantir la pleine participation de l'OIT, au même titre que des autres agences de l'ONU dotées d'un mandat de politique sociale, comme le PNUD ou L'UNIFEM, aux examens de la cohérence des politiques; les consultations avec les partenaires sociaux devraient faire partie intégrante de ce processus.

FAIRE DU TRAVAIL DÉCENT UNE RÉALITÉ NATIONALE

17. Une fois qu'un environnement politique propice est en place, les gouvernements devraient chercher à intégrer l'agenda pour le travail décent systématiquement et à titre de priorité aux politiques macroéconomiques et aux cadres d'aide au développement à niveau national. Ceci constitue un moyen indispensable pour relever les défis que représentent l'éradication de la pauvreté et le partage équitable au sein de la société des richesses dérivées de la croissance. Avec ses quatre objectifs stratégiques couvrant l'emploi, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social, l'agenda pour le travail décent englobe un ensemble exhaustif de perspectives et d'interventions politiques tendant à sortir les gens de la pauvreté et leur assurer des moyens d'existence viables.

Emploi et protection sociale

18. En premier lieu, pour ce qui a trait à la création d'emploi dans les différents secteurs, quel que soit le cadre de développement appliqué, les gouvernements se doivent de mettre l'accent sur des approches à forte intensité d'emploi, plus particulièrement ciblées sur les femmes, les catégories à faibles revenus, les sans emploi et les personnes sous-employées dans les zones rurales et urbaines. Les approches à forte intensité d'emploi en matière de création d'emploi ont le mérite d'intégrer des interventions ciblées, génératrices d'emplois et de services pour les pauvres. Les programmes de ce type donneront lieu à des transferts de revenus en faveur des pauvres, à travers la création d'emplois, les possibilités accrues d'accès aux marchés pour la production locale, grâce aux investissements d'infrastructure et l'amélioration des services sociaux - interventions qui renferment, en soi, une capacité créatrice d'emploi, et qui contribuent, par-là même, à assurer un niveau de vie digne, de même qu'une croissance liée à la demande dans l'économie locale.

19. D'autre part, les projets d'infrastructure et autres plans d'investissements visant les pays en développement devraient employer des procédures d'achat appropriées, qui permettent de cibler des entreprises responsables à l'échelon local, sur la base du plein respect des normes du travail et de relations industrielles constructives, notamment pour ce qui a trait à la fourniture d'intrants et au recrutement de services connexes au sein de la communauté. Ceci aura pour effet de maximiser la création d'emploi à l'échelle locale, d'une part, et de créer des liens positifs entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises plus grandes, d'autre part. Les projets de ce genre devront aller de pair avec des stratégies à plus long terme visant à stimuler la base productive des économies locales et à vaincre les contraintes relatives à l'offre: Déficits en matière de développement des compétences et accès limité au crédit pour les petites entreprises.

20. La politique doit accorder une attention soutenue à la réponse au déficit en matière de travail décent pour les personnes piégées dans des relations de travail informelles, dont la majorité sont des femmes. Cette main-d'œuvre n'est protégée ni par la législation du travail, ni par des clauses de protection sociale. L'OIT a amorcé des consultations avec plus de 40 pays concernant des stratégies en vue du développement de systèmes de protection sociale et de protection des revenus adaptés à leurs contextes particuliers, ceci de manière à élargir la portée de la protection sociale à la main-d'œuvre engagée dans le cadre de relations de travail informelles. Les syndicats sont de fervents défenseurs d'un système d'assistance publique construit progressivement, qui étendrait les droits et les protections de l'économie structurée à tous les travailleurs et, par-là même, aurait pour effet de formaliser l'économie dite « informelle ».

Le dialogue social et les droits fondamentaux au travail

21. Les stratégies pour le travail décent devraient englober le dialogue entre les partenaires sociaux (gouvernement, employeurs et syndicats) concernant les enjeux du marché du travail et la politique sociale. Des structures et des processus fructueux de dialogue social constituent un moyen de défense et de promotion des intérêts des travailleurs et contribuent en outre à améliorer les conditions de vie et de travail. Ils permettent la participation populaire à la politique publique, aident à combattre l'exclusion sociale et favorisent le consensus, la démocratie, la stabilité sociale et la paix. Quoi qu'il en soit, avant toute chose, il est impérieux que le droit des travailleurs de participer aux processus décisionnels concernant leur vie sur les lieux de travail ou dans la société soit pleinement reconnu. Il convient notamment de leur garantir l'accès à des représentants, choisis librement, pour protéger et promouvoir leurs intérêts, le droit d'adhérer à un syndicat et de mener des négociations collectives, la protection contre la discrimination et le travail forcé, ainsi que la possibilité de placer leurs enfants à l'école plutôt qu'au travail.

22. Ces droits fondamentaux sont établis dans la Déclaration sur les principes et les droits fondamentaux au travail de l'OIT et font partie intégrante de l'agenda pour le travail décent, en vue de leur promotion proactive par les gouvernements et leur application par les employeurs. D'autre part, pour promouvoir des pratiques corporatives qui cadrent avec les objectifs du travail décent et les principes adoptés par les initiatives de responsabilité et d'imputabilité, il incombe aux gouvernements de garantir le respect des principes énoncés aux termes de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et à la politique sociale (OIT).

L'intégration du genre dans les stratégies pour le travail décent

23. Les femmes constituent généralement la majorité de la main-d'œuvre pauvre et continuent d'être défavorisées au sein du marché du travail de diverses façons. Il en résulte une ségrégation professionnelle, où l'on voit les femmes confinées dans les secteurs les moins protégés de l'économie, avec des possibilités d'emploi nettement inférieures à celles des hommes. Dans les pays en développement, les femmes sont très souvent condamnées à exercer des emplois précaires, non protégés et faiblement rémunérés, aussi bien dans le cadre de relations d'emploi reconnues que dans l'économie informelle rurale ou urbaine. Tant dans les pays industrialisés que les pays en développement, la segmentation sexospécifique du marché du travail engendre des différences salariales structurelles entre les femmes et les hommes qui s'avèrent difficiles à traiter au travers de politiques d'emploi conventionnelles et que les institutions officielles de l'emploi et autres manquent de résoudre.

24. Les démarches essentielles dans le cadre des efforts visant à surmonter le déficit du travail décent dans l'emploi féminin incluent l'établissement d'un cadre réglementaire regroupant la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et les Conventions de l'OIT les plus pertinentes, dont, notamment, les Conventions n° 100 (égalité de rémunération), n° 111 (discrimination), n° 156 (travailleurs ayant des responsabilités familiales), n° 175 (travail à temps partiel), n° 177 (travail à

domicile) et n° 183 (protection de la maternité), de même qu'un suivi effectif de la Résolution de la Conférence de l'OIT sur l'égalité hommes-femmes, l'égalité de rémunération et la protection de la maternité adoptée en juin 2004.

Pleins feux sur les stratégies d'emploi pour les jeunes

25. Le chômage et le sous-emploi chez les jeunes constituent des aspects inquiétants du déficit du travail décent qui réclament une réponse urgente. Bien que les jeunes ne représentent que 25 pour-cent de la population en âge de travailler et moins de 20 pour-cent de la main-d'œuvre mondiale, près de la moitié des personnes sans emploi à l'échelle mondiale sont des jeunes. Les jeunes ont aussi plus de probabilité d'être soumis à des horaires à rallonge et des contrats à court terme, dans des emplois mal rémunérés et sans protection sociale. Des stratégies devront être élaborées en réponse au chômage des jeunes, en tenant compte des quatre objectifs suivants intimement liés: Créer plus d'emplois décents pour les jeunes; veiller à la qualité des emplois existants et nouvellement créés; renforcer les compétences, les qualifications et l'accès à l'enseignement; améliorer la transition de l'école au travail, mettre en rapport les chercheurs d'emploi avec les employeurs et réduire la période durant laquelle les jeunes se trouvent sans emploi. D'autre part, il est impératif que les droits de l'enfance soient pleinement protégés, moyennant la ratification et l'application des deux conventions fondamentales de l'OIT concernant le travail des enfants, à savoir la Convention n° 138 et la Convention n° 182, en veillant à mettre l'accent sur l'accès universel à un enseignement public de qualité pour tous les enfants.

Ressources dévolues à l'objectif du travail décent

26. Un aspect crucial de la création d'un environnement habilitant, propice à la réalisation du plein emploi productif et du travail décent tient à la mobilisation et à l'allocation de ressources à l'appui de la formulation de politiques, de la mise en pratique de programmes, de la collecte de données et de la recherche liée à l'agenda du travail décent sous ses moindres aspects. L'obtention de fonds provenant des caisses publiques est essentielle. Les ressources devront être réunies au travers de systèmes d'imposition efficaces et l'établissement de régimes fiscaux progressifs qui favorisent l'imposition du capital et des profits plutôt que celle des revenus plus faibles et des produits de consommation de base utilisés par les couches à faibles revenus et les pauvres. Une fois de plus, l'assouplissement de politiques monétaires et fiscales strictes et l'agencement et l'échelonnement corrects de la libéralisation des échanges devrait aider les gouvernements à obtenir un financement public adéquat.

27. Les donateurs bilatéraux devraient accorder la priorité au soutien en faveur de stratégies nationales pour le travail décent dans le cadre de la coopération au développement, tout en maintenant des niveaux adéquats et prévisibles d'allocations budgétaires dévolues à l'aide publique au développement (ODA) à cette fin. Il serait particulièrement important de débloquer les fonds nécessaires pour la réalisation de l'objectif nouvellement adopté dans le cadre de l'OMD 1 relatif au plein emploi productif et au travail décent. La consultation avec les syndicats des pays donateurs et bénéficiaires constitue un aspect important de la gouvernance pour une aide efficace, conformément à l'esprit de l'OMD 8: Promouvoir des partenariats mondiaux pour le développement durable.

28. Il convient de renforcer et de financer adéquatement les dispositions institutionnelles en vue de la mise en pratique de l'agenda pour le travail décent. En particulier, des fonds doivent être dévolus aux inspections du travail, à la facilitation du dialogue social et à la promotion de la mise en application générale des droits des travailleurs. Les institutions du travail doivent être au centre de la promotion du travail décent et de la justice sociale.

Indicateurs du travail décent

29. Un défi majeur que les gouvernements auront à relever pour aller de l'avant consistera à s'assurer que les stratégies pour le travail décent contribuent de façon effective à la croissance économique, moyennant un partage équitable et durable des richesses. La Résolution de la Commission du développement social (ECOSOC) devrait, dès lors, mettre l'accent sur la nécessité de la mise en place d'instruments permettant de mesurer les progrès tangibles engrangés en vue de la réalisation des objectifs du travail décent, y compris des points de référence quantifiables. A cet égard, les Outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent de l'OIT devraient être utilisés systématiquement de manière à générer des listes de vérification en vue de l'évaluation du progrès concernant les différentes dimensions de l'agenda pour le travail décent (création d'emploi, protection sociale, dialogue social et droits au travail). Par ailleurs, parallèlement à l'objectif récemment adopté concernant le plein emploi productif et le travail décent dans le cadre de l'Objectif du Millénaire pour le développement n° 2 relatif à l'éradication de la pauvreté, il convient d'adopter des indicateurs pour le travail décent, afin de faciliter l'évaluation ex ante ou ex post des impacts de la mise en œuvre des stratégies pour le travail décent.

CONCLUSION

30. Le travail décent pour tous doit constituer une priorité mondiale et universelle pour toutes les institutions internationales, aussi bien celles se trouvant sous l'égide de l'ONU que celles entretenant des liens moins officiels avec la famille des Nations unies. Il doit, par ailleurs, faire l'objet d'une cohérence accrue des politiques entre les protagonistes de la gouvernance mondiale. Faute d'un tel statut et d'une telle priorité, il sera pratiquement impossible d'atteindre l'objectif du travail décent pour tous. Partant, le caractère prioritaire des enjeux liés à l'emploi, à la politique sociale et au développement ne peut être confiné à un seul domaine opérationnel du système de gouvernance mondial. Pour être efficaces, ils doivent constituer une priorité au niveau de toutes les divisions, de toutes les tâches et de toutes les institutions. Il s'agit d'enjeux qui transcendent les catégories et les entités traditionnelles des opérations des institutions multilatérales. Le fait de les assigner à un seul domaine opérationnel ne garantit en rien qu'ils puissent être atteints – notamment en raison des politiques contraires que d'autres institutions pourraient être en train de poursuivre. Il convient d'accorder systématiquement la priorité à ces enjeux et il incombe aux institutions chargées de la gouvernance aux niveaux mondial et régional de s'engager explicitement en faveur de l'intégration des objectifs du travail décent dans leurs politiques et leurs opérations. Ceci souligne le besoin impératif d'une cohérence des politiques au sein des institutions internationales pour que de tels objectifs prioritaires puissent être atteints. Voici autant d'éléments qui devront être explicitement énoncés dans la Résolution de la 46^e Session de la Commission du développement social.